

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
CELEFALE  
A/32/483  
20 décembre 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
Point 99 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1976-1977

Exécution du budget et du programme de l'Organisation des  
Nations Unies pour l'exercice biennal 1976-1977

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Peter G. BELYAEV (République socialiste  
soviétique de Biélorussie)

1. A sa 5ème séance plénière, le 23 septembre 1977, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa trente-deuxième session la question intitulée "Budget-programme de l'exercice biennal 1976-1977" et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie des documents suivants :
  - a) Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget et du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/C.5/32/80 et Add.1);
  - b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport final sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1976-1977 en ce qui concerne le Centre CNUCED/GATT du commerce international (A/C.5/32/82);
  - c) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/32/491) contenant les observations et recommandations du Comité consultatif sur les rapports susmentionnés.
3. Dans son rapport (A/C.5/32/80, par. 4), le Secrétaire général indiquait que selon les estimations actuelles, le montant total des crédits nécessaires en 1976-1977 était inférieur de 2,7 millions de dollars au montant net des crédits (657 045 600 dollars) approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 31/207 du 22 décembre 1976, et demandait l'approbation de montants nets révisés se chiffrant à 654 330 900 dollars, à savoir un montant total révisé de 789 488 900 dollars pour les dépenses et de 135 158 000 dollars pour les recettes.

4. Le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a présenté oralement à la Cinquième Commission le rapport de ce comité.

5. A la 71ème séance, le 20 décembre, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un projet de résolution (A/C.5/32/L.47), dans lequel le Secrétaire général serait notamment prié de veiller à ce que soient appliquées les résolutions de l'Assemblée générale relatives à l'ouverture des crédits budgétaires et à l'exécution du budget.

6. La Commission a décidé, sans opposition, d'adopter le projet de résolution A/C.5/32/L.47 (voir par. 13, projet de résolution I).

7. A la même séance, le représentant du Ghana a présenté le projet de décision suivant :

"L'Assemblée générale décide que le Secrétaire général, dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget-programme, devrait veiller à ce que les éléments importants de celui-ci, qui appellent un examen détaillé de la part de la Cinquième Commission, fassent l'objet de rapports spéciaux distincts, lesquels devraient être distribués suffisamment à l'avance pour que la Commission puisse les examiner comme il convient, et devrait prendre toutes les mesures voulues pour faire en sorte que le rapport final sur l'exécution du budget-programme soit présenté pour la première semaine de décembre de chaque année."

Il a modifié par la suite la dernière partie de la décision de manière qu'elle se lise comme suit :

"... pour faire en sorte que le rapport final sur l'exécution du budget-programme soit communiqué aux délégations à la fin de la première semaine de décembre de chaque année au plus tard."

8. La Commission a adopté le projet de décision, sous sa forme modifiée, sans opposition [voir plus loin, par. 14 a)].

9. Les observations faites durant l'examen de cette question sont consignées dans le compte rendu analytique de la séance (A/C.5/32/SR.71).

10. La Commission a ensuite approuvé, par 77 voix contre 8, avec 3 abstentions, un montant total brut révisé de 789 488 900 dollars pour les dépenses.

11. Un montant total révisé de 135 158 000 dollars pour les recettes a été approuvé par consensus (voir par. 13, projet de résolution II).

12. La Commission a décidé ensuite, sans opposition, de recommander à l'Assemblée générale de prendre note du rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1976-1977 en ce qui concerne le Centre CNUCED/GATT du commerce international (A/C.5/32/82) [voir plus loin, par. 14 b)].

RECOMMANDATIONS DE LA CINQUIÈME COMMISSION

13. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

PROJET DE RESOLUTION I

Application des résolutions 3534 (XXX), 31/93 et 31/193 de  
l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3534 (XXX) du 17 décembre 1975, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général, en particulier, d'inclure dans les rapports sur l'exécution du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies des renseignements pertinents sur le personnel et les ressources libérés notamment par suite de l'achèvement, de la réduction, de la réorganisation, de la fusion ou de l'élimination de programmes, projets ou activités de l'Organisation,

Rappelant également sa résolution 31/93 du 14 décembre 1976, où elle a souligné la responsabilité qui incombe au Secrétaire général de porter à l'attention des organes intergouvernementaux compétents les activités qui sont dépassées, d'une utilité marginale ou inefficaces, en indiquant les ressources susceptibles d'être libérées, de façon que les organes intéressés puissent prendre les mesures nécessaires,

Rappelant en outre sa résolution 31/193 B du 22 décembre 1976 par laquelle elle a notamment décidé que toutes les incidences financières d'une décision de relever les traitements à Genève devraient être couvertes par des économies réalisées dans l'exécution du budget de l'Organisation des Nations Unies pour 1976-1977, y compris par des réductions du nombre de postes d'agent des services généraux, et prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa trente-deuxième session, un rapport sur les réductions qui auraient pu être opérées,

Constatant avec une profonde préoccupation que les dispositions susmentionnées de ses résolutions 3534 (XXX), 31/93 et 31/193 n'ont pas été appliquées,

Prie instamment le Secrétaire général de veiller à ce que soient appliquées les dispositions susmentionnées de ses résolutions 3534 (XXX) et 31/93 dans l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981 et du rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1978-1979.

PROJET DE RESOLUTION II

Budget-programme de l'exercice biennal 1976-1977

A

Ouverture de crédits finale pour l'exercice biennal 1976-1977

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice biennal 1976-1977 :

1. Le crédit de 783 932 900 dollars qu'elle a ouvert par sa résolution 31/207 A du 22 décembre 1976 est augmenté de 5 556 000 dollars, cette augmentation se répartissant comme suit :

	Crédits ouverts par la résolution 31/207 A	Augmentations ou (diminutions)	Crédits révisés
<u>Dollars des Etats-Unis</u>			
<u>Chapitres</u>			
<u>Titre premier. Politiques, direction et coordination d'ensemble</u>			
1er. Politiques, direction et coordination d'ensemble ..	21 188 900	617 800	21 806 700
TOTAL, titre premier	21 188 900	617 800	21 806 700
 <u>Titre II. Activités politiques et maintien de la paix</u>			
2. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix .....	47 086 400	(493 900)	46 592 500
TOTAL, titre II	47 086 400	(493 900)	46 592 500

/...

<u>Chapitres</u>	<u>Crédits ouverts par la résolution 31/207 A</u>	<u>Augmentations ou (diminutions)</u>	<u>Crédits révisés</u>
	<u>Dollars des Etats-Unis</u>		
<u>Titre III. Activités politiques, tutelle et décolonisation</u>			
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation .....	8 160 000	(832 000)	7 328 000
TOTAL, titre III	8 160 000	(832 000)	7 328 000
<u>Titre IV. Activités économiques, sociales et humanitaires</u>			
4. Organes directeurs (activités économiques et sociales) .....	3 464 100	(80 500)	3 383 600
5A. Département des affaires économiques et sociales .....	41 514 500	(1 168 200)	40 346 300
5B. Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales .....	2 993 800	(355 100)	2 638 700
6. Commission économique pour l'Europe .....	15 202 100	1 491 500	16 693 600
7. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ...	15 238 500	194 500	15 433 000
8. Commission économique pour l'Amérique latine .....	18 336 200	543 200	18 879 400
9. Commission économique pour l'Afrique .....	18 975 500	(1 103 300)	17 872 200
10. Commission économique pour l'Asie occidentale .....	9 826 200	(188 300)	9 637 900
11. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	48 449 300	(653 400)	47 795 900
12. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	46 087 100	(73 700)	46 013 400
13A. Programme des Nations Unies pour l'environnement .....	6 047 000	(1 500)	6 045 500
13B. Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains .....	957 500	98 400	1 055 900
14. Contrôle international des stupéfiants .....	4 361 900	177 900	4 539 800

<u>Chapitres</u>	Crédits ouverts par la résolution 31/207 A	Augmentations ou (diminutions)	Crédits révisés
	<u>Dollars des États-Unis</u>		
<u>Titre IV. Activités économiques, sociales et humanitaires (suite)</u>			
15. Programme ordinaire d'assistance technique .....	20 092 900	(843 000)	19 249 900
16. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés .....	15 945 400	332 100	16 277 500
17. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe .....	<u>1 551 000</u>	<u>(19 200)</u>	<u>1 531 800</u>
TOTAL, titre IV	<u>269 043 000</u>	<u>(1 648 600)</u>	<u>267 394 400</u>
<u>Titre V. Droits de l'homme</u>			
18. Droits de l'homme .....	<u>6 422 000</u>	<u>(48 500)</u>	<u>6 373 500</u>
TOTAL, titre V	<u>6 422 000</u>	<u>(48 500)</u>	<u>6 373 500</u>
<u>Titre VI. Cour internationale de Justice</u>			
19. Cour internationale de Justice ..	<u>5 179 700</u>	<u>(41 500)</u>	<u>5 221 200</u>
TOTAL, titre VI	<u>5 179 700</u>	<u>(41 500)</u>	<u>5 221 200</u>
<u>Titre VII. Activités juridiques</u>			
20. Activités juridiques .....	<u>8 031 000</u>	<u>(420 600)</u>	<u>7 610 400</u>
TOTAL, titre VII	<u>8 031 000</u>	<u>(420 600)</u>	<u>7 610 400</u>
<u>Titre VIII. Services communs</u>			
21. Information .....	30 241 100	171 800	30 412 900
22. Administration, gestion et services généraux .....	136 229 100	2 017 900	138 247 000
23. Services de conférence et bibliothèques .....	<u>108 534 600</u>	<u>(1 386 500)</u>	<u>107 148 100</u>
TOTAL, titre VIII	<u>275 004 800</u>	<u>803 200</u>	<u>275 808 000</u>

<u>Chapitres</u>	Crédits ouverts par la résolution 31/207 A	Augmentations ou (diminutions)	Crédits révisés
	<u>Dollars des Etats-Unis</u>		
<u>Titre IX. Dépenses spéciales</u>			
24. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies .....	17 199 000	(175 000)	17 024 000
TOTAL, titre IX	<u>17 199 000</u>	<u>(175 000)</u>	<u>17 024 000</u>
<u>Titre X. Contributions du personnel</u>			
25. Contributions du personnel .....	108 570 900	7 229 100	115 800 000
TOTAL, titre X	<u>108 570 900</u>	<u>7 229 100</u>	<u>115 800 000</u>
<u>Titre XI. Dépenses d'équipement</u>			
26. Travaux de construction, transfor- mation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien .....	18 047 200	483 000	18 530 200
TOTAL, titre XI	<u>18 047 200</u>	<u>483 000</u>	<u>18 530 200</u>
TOTAL GENERAL	<u><u>783 932 900</u></u>	<u><u>5 556 000</u></u>	<u><u>789 488 900</u></u>

2. Le Secrétaire général est autorisé à virer des crédits d'un chapitre à un autre du budget, avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

3. Le crédit total net ouvert aux divers chapitres du budget pour les travaux contractuels d'imprimerie sera géré comme un tout sous la direction du Comité des publications de l'Organisation des Nations Unies;

4. Les crédits ouverts au chapitre 15 pour les programmes d'assistance technique seront gérés conformément au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, si ce n'est que, pour la définition des engagements et leur période de validité, il y aura lieu d'appliquer les dispositions suivantes :

a) Les engagements concernant le louage de services contractés pendant l'exercice biennal en cours demeurent valables pendant l'exercice biennal suivant, à condition que la nomination des experts intéressés soit effectuée avant la fin de l'exercice biennal en cours et que la durée totale de la période sur laquelle portent les engagements imputés à cette fin sur les ressources de l'exercice biennal en cours ne dépasse pas vingt-quatre mois de travail;

b) Les engagements concernant des bourses de perfectionnement contractés pendant l'exercice biennal en cours demeurent valables jusqu'à ce qu'ils soient réglés, à condition que le boursier intéressé ait été désigné par le gouvernement qui demande la bourse et accepté par l'Organisation et qu'une lettre officielle d'attribution de bourse ait été adressée audit gouvernement;

c) Les engagements concernant des marchés ou des commandes de fournitures ou de matériel comptabilisés pendant l'exercice biennal en cours demeurent valables jusqu'à ce que le montant en ait été payé au titulaire du marché ou au vendeur, à moins qu'ils ne soient annulés:

5. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus, un prélèvement de 27 000 dollars sur le revenu accumulé du Fonds de dotation de la Bibliothèque est autorisé pour chacune des années de l'exercice biennal 1976-1977 pour l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque, et pour les autres dépenses de la Bibliothèque du Palais des Nations faites conformément à l'objet du Fonds de dotation et aux dispositions qui le régissent.

B

Prévisions de recettes finales pour l'exercice biennal 1976-1977

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice biennal 1976-1977 :

1. Les prévisions de recettes, autres que les contributions des Etats Membres, qu'elle a approuvées par sa résolution 31/207 B du 22 décembre 1976, sont augmentées de 8 270 700 dollars, cette augmentation se répartissant comme suit :



	Montants estimatifs approuvés dans la résolution 31/207 B	Augmentations ou (diminutions)	Montants revisés
<u>Dollars des Etats-Unis</u>			
<u>Chapitres des recettes</u>			
<u>Titre premier. Recettes provenant des contributions du personnel</u>			
1. Recettes provenant des contri- butions du personnel .....	<u>110 149 800</u>	<u>7 660 200</u>	<u>117 810 000</u>
TOTAL, titre premier	<u>110 149 800</u>	<u>7 660 200</u>	<u>117 810 000</u>
<u>Titre II. Autres recettes</u>			
2. Recettes générales .....	10 188 500	(64 800)	10 123 700
3. Activités productrices de recettes	<u>6 549 000</u>	<u>675 300</u>	<u>7 224 300</u>
TOTAL, titre II	<u>16 737 500</u>	<u>610 500</u>	<u>17 348 000</u>
TOTAL GENERAL	<u>126 887 300</u>	<u>8 270 700</u>	<u>135 158 000</u>

2. Les recettes provenant des contributions du personnel seront créditées au Fonds de péréquation des impôts, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955;

3. Les dépenses directement imputables à l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies, aux services destinés aux visiteurs, aux restaurants et services annexes, aux services de télévision et à la vente des publications, pour lesquelles il n'est pas ouvert de crédits budgétaires, seront imputées sur les recettes provenant de ces activités.

14. La Cinquième Commission recommande également à l'Assemblée générale :

a) Décide que le Secrétaire général, dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget-programme, devrait veiller à ce que les éléments importants de celui-ci, qui appellent un examen détaillé de la Cinquième Commission, fassent l'objet de rapports spéciaux distincts, lesquels devraient être distribués suffisamment à l'avance pour que la Commission puisse les examiner comme il convient, et devrait prendre toutes les mesures voulues pour faire en sorte que le rapport final sur l'exécution du budget soit communiqué aux délégations à la fin de la première semaine de décembre de chaque année, au plus tard.

b) Prene acte du rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1976-1977 en ce qui concerne le Centre ONUCTD/GATT du commerce international (A/C.5/32/82).